

Organisation
du Travail
par l'Association.

JOURNAL DES TRAVAILLEURS.

Plus
d'exploitation
de l'homme par l'homme.

Bureaux provisoires :
rue Constantine, 41.

Les Manuscrits ne sont point rendus
et doivent être signés.

FONDÉ PAR LES OUVRIERS DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

Conditions de l'abonnement :
Paris : 6 fr. — Départements : 7 fr.
Les Corporations d'ouvriers sont in-
vitées à communiquer des
renseignements.

PARIS, 11 JUIN.

SOMMAIRE.

Les conseils de Prud'homme. — 95 et 1848. — Où vas-tu, Citoyen? — Aux Travailleurs. — Correspondance. — Les Chemises de la Garde mobile. — Nouvelles des Corporations. — Chapeliers. — Marbriers. — Maçons. — Menuisiers de Tours. — Rapprochement. — Avis.

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Nous ne rappellerons que pour mémoire la *fraternelle* disposition de la loi qui fait que les ouvriers seront élus par les maîtres et les maîtres par les ouvriers. Grâce à ce système de sympathique union, nos exploiters ne manqueront pas de choisir parmi nous les *meilleures têtes*, comme on dit; ceux qui ont l'humeur endurante à l'endroit des vexations et des diminutions de salaire.

Ce qu'il y a d'excessivement curieux, c'est l'affiche du citoyen Marrast, maire de Paris, et sa classification, renouvelée de feu Cunin-Gridaine, de toutes les industries en quatre grandes catégories: métaux, tissus, produits chimiques et industries diverses. Il n'est pas difficile de remplir les hautes fonctions de la République en général et de la mairie de la Seine en particulier, s'il ne s'agit pour cela que de copier servilement les *âneries* gouvernementales de la royauté, sans autre variante que l'en-tête et la signature.

Nous trouvons, dans l'arrêté de M. Marrast, comme dans l'ordonnance du 9 juin 1847, les industries les plus hétérogènes groupées ensemble et justiciables d'un seul conseil de prud'hommes. La catégorie des produits chimiques n'en contient pas moins de 215; voici un spécimen d'industries chimiques: cordonniers, fabricants d'yeux artificiels, fabricants de pipes, bouchers de flacons, fabricants d'oignons brûlés, de moutarde, dessinateurs pour papiers peints, fabricants de cidre, (produit éminemment chimique, ainsi que les vins étrangers), etc.

M. Marrast, comme feu Cunin, serait fort embarrassé pour donner une raison plausible de sa classification, et le seul titre qui conviendrait à ce grimoire, serait celui de la quatrième catégorie: *industries diverses* — GALIMATIAS.

Parlons raison.

Quelles sont les attributions des prud'hommes? « Les conseils de prud'hommes, dit l'article 12 de la loi du 11 juin 1809 (non abrogé), ne connaîtront que comme arbitres des contestations de salaire entre un fabricant et ses ouvriers. »

Un conseil de prud'hommes doit donc juger en connaissance de cause.

Or, nous le demandons, comment un conseil, composé de seize membres au maximum, pourra-t-il juger en connaissance de cause les contestations de salaires de 200 corporations et plus, toutes étrangères les unes aux autres. Comment les chocolatiers pourront-ils juger les fondeurs de suif? Qui croirait, si l'ordonnance Cunin, nous voulons dire Marrast, n'était précise à cet égard, que les imprimeurs seront jugés par les couvreurs et les scieurs de long?

Raisonnons toujours.

Il y a, aux termes de la loi, deux bureaux. L'un particulier, composé de deux prud'hommes, l'autre général, composé du conseil complet. Le premier bureau est de conciliation, le second est juge suprême. Supposons un jour le bureau particulier, composé (dans la 4^e catégorie) d'un ébéniste et d'un plâtrier: se présentait-il un fait du ressort de l'un de ces prud'hommes, il n'y aura toujours qu'un juge sur deux, capables de se prononcer en connaissance de cause; et s'il arrive une contestation dans l'une des 200 et quelques professions étrangères à l'ébénisterie et à la plâtrerie, que fera le bureau de conciliation? Il enregistra la cause.

Et le bureau général composé de 16 membres, comment agira-t-il? absolument comme le bureau particulier. Qu'il se présente une cause dans l'une des seize industries représentées au conseil; il n'y aura jamais qu'un prud'homme capable de juger comme arbitre. Les autres, aux termes de la loi, devront s'abstenir. Et si la question litigieuse est apportée au tribunal par quelqu'une des 200 industries enrégimentées dans chacune des quatre catégories, et ne comptant pas un seul juge compétent dans le conseil, comment les prud'hommes pourront-ils juger en arbitres une question dont ils ne connaissent pas les plus simples éléments?

On se demande pourquoi les républicains du gouvernement, et M. Marrast en particulier, sont les ennemis nés du socialisme. Eh! mon Dieu c'est bien simple, la plus modérée des écoles socialistes porte pour épigraphe: à chacun selon son capital, son travail et son talent. Combien eût-on payé l'arrêté de M. Marrast dans un phalanstère? ... Oui, mais dans la république démocratique et sociale c'est beaucoup plus cher que cela.

Citoyens gouvernants, votre loi de prud'hommes arrive un peu... comme Grouchy à Waterloo: vous venez nous parler patronage et saalriat, quand déjà le peuple ne parle plus qu'association. Vos prud'hommes, pour être acceptables, auraient dû se présenter avec l'appui du simple bon sens: c'est-à-dire, qu'au lieu de la savante pancarte de l'Hôtel-de-Ville, il eût fallu faire un décret ainsi conçu: « Article unique. — Chaque spécialité industrielle est invitée à constituer un conseil de prud'hommes composé en égal nombre d'ouvriers et de patrons. » Autant de conseils, que d'industries, comprenez-vous? — C'est beaucoup, n'est-ce pas; mais c'est le seul moyen d'arriver au but de l'institution: « Les prud'hommes ne connaîtront que comme experts, des contestations portées devant eux. »

M. Marrast reviendra-t-il sur son arrêté? Ce serait amoindrir sa position. M. Marrast avouant qu'il s'est trompé, que devient le dogme de l'infaillibilité gouvernementale? Quant aux ouvriers se dérangeront-ils pour nommer des prud'hommes? — Vous conviendrez que l'affaire n'en vaut pas la peine.

G. D.

OU VAS-TU, CITOYEN?

Il y a déjà longtemps que j'ai entendu comparer la législature à l'état d'une jeune et jolie petite mère de famille qui ne promet rien moins qu'une fécondité toujours douteuse, en raison des précautions superflues qu'on prend pour ne rien faire. — Sinon créer pour détruire.

Les sophonistes d'Athènes ne manquent pas sur la rive gauche de la Seine; les censeurs ne sont pas tous dans les commissions multiples de la Constituante: ces bégues de la loi se retrouvent dans l'assemblée et partout où il y a une occasion de faire de la LOGIQUE-LORIQUE, car, ne vous déplaie, cette expression est prodiguée comme le *garde-à-vous* à l'usage d'un grand nombre d'instructeurs de la Garde-Urbaine, instructeurs qui ne sont point instruits du tout. Il est vrai de dire que les avocats abondent dans tous les rangs et que ces bavards émérites ont l'avantage d'être habiles sur tous les principes de rapture... pour se reformer en chefs de file sur un siège quelconque d'avocat-général ou de procureur de la République, en attendant le conseil d'Etat et souvent un portefeuille du faubourg Saint-Germain.

Le chancelier d'Aguesseau n'a pas pu prévoir que la tunique *Pekino-militaire* se transformerait un jour en simarre républicaine, pour la plus grande gloire, non de la France, mais bien de quelques individualités impériales, royales-restaurantes et royales-infamantes. Qui nous prouvera l'aptitude à une constitution ré-

publicaine, quand on s'est souillé dans tous les antres dorés de la plus repoussante vénalité? Le scalpel de l'histoire est dirigé sur toutes les poitrines lâches et corrompues! ... La pointe aigüe de cet instrument de vengeance ne portera pas sur ces cœurs cuirassés par la peau métallisée de l'aspic; il faut de la biographie écrite avec l'âme, ce qui dit assez que la sévère vérité devra guider ceux qui feront l'histoire de la constitution de la République et démocratique et sociale de 1848. Nous remplirons cette tâche difficile, malgré les difficultés de famille et de *pignon*; c'est un devoir envers la patrie et un témoignage de reconnaissance envers l'Eternel qui nous a préservé souvent d'une mort glorieuse, il est vrai, mais qu'un décret du ciel n'a pas fixé encore. ... Honnête, on vit sur la terre et ailleurs! !

On parle beaucoup des lois draconiennes de septembre à remettre en vigueur; celle sur les attroupements laisse espérer passablement; mais nous — nous parlons des lois de l'honneur à faire observer dans ce qu'on se plaît à appeler l'élite de la nation: si vous dérogez encore, ô grands par l'argent, à ces lois de noble nature, il en est une qui biffera d'un seul trait et vos noms d'hommes et votre titre immérité de frères de la grande famille humaine. Les piloris de l'*acclamation populaire* sont de tous les temps et de la justice de Dieu!

A l'œuvre donc, salariés de toutes sortes, vos journées sont comptées par l'émargement des à-bon-compte; aujourd'hui pour 25 francs par jour, demain vous serez augmentés et vous aurez 222 fr. 25 c. à dépenser pour vingt-quatre heures d'une existence publique! C'est une autre perspective que l'attente du paria à vingt-trois sous par jour, et ce paria vous gêne parce qu'il a des frères! ... Combien de combattants figureront dans le premier annuaire de la République? Les idées ont fait la révolution, dites-vous, d'accord; mais nous, nous croyons à l'instinct éternel et généreux qu'on retrouve toujours chez les deshérités de la terre; cet instinct seul est trompé dans les jours de confiance. Alors l'abus conduit bientôt après à de nouveaux sacrifices pour reconquérir des droits toujours avoués et toujours violés.

A propos, il est temps de répondre et de dire où je vais.

Je me hâte de courir chez le baron Thiers, le ci-devant président des ministres, l'ex-avocat de toutes les causes, j'en excepte les bonnes et loyales, l'ex-associé de la maison *Bugeaud-mitraille*, l'ex-compère des Barrot, des Dupin et autres, enfin je vais chez le Représentant du peuple qui a trouvé un *Lisieux* dans Paris, où Guizot ne tardera pas à être élu. ... Le cordon, s'il vous plaît?

AUX TRAVAILLEURS.

FRÈRES,

Nous vous l'avons dit dans notre premier numéro: Le *Journal des Travailleurs* n'est pas et ne sera jamais l'œuvre d'un seul.

Ce que nous voulons, ce que nous avons désiré avant tout en fondant cette tribune populaire, c'est le concours puissant, actif et pratique de tous les ouvriers qui, comme nous, ont compris qu'il n'y a de solution possible dans tout système politique, dans toute idée révolutionnaire, que par une nouvelle organisation sociale.

Ce que nous voulons? C'est que nos frères les travailleurs, jusqu'ici victimes de l'exploitation de l'homme par l'homme, viennent prêter à la direction de notre journal leur part de l'intelligence acquise par la pratique du dévouement; à la rédaction, la part de leur lumière; aux réclamations que nous ne cessons d'élever contre le mauvais vouloir des exploiters, sous quelque forme qu'ils se produisent, la

part significative de leurs souffrances morales et physiques; enfin, à la faiblesse de nos idées, cette force indomptable qu'on ne saurait puiser ailleurs que dans le sentiment de la plus pure confraternité.

Ce que nous voulons encore? c'est relever l'homme abattu, démoralisé par l'isolement, dégradé par l'égoïsme et souvent avili par le sentiment de sa nullité. Triste et déplorable résultat de l'antagonisme que nos maîtres étaient parvenus à faire prévaloir au milieu de nous.

O vous donc qui avez rêvé la gloire de notre patrie et le bonheur du genre humain, vous qui avez compris que tous les hommes étant frères se doivent un mutuel appui, venez à nous, venez!... En vous tendant une main fraternelle, nous vous convions au *Banquet de la solidarité*, signe précurseur de l'anéantissement du *Prolétariat*!...

A l'œuvre donc, frères, à l'œuvre! le temps approche où quiconque n'avance pas, recule. Le temps approche où le vieux système social doit crouler sous la pression formidable de l'universelle fraternité!

L'ouvrier horloger.

93 et 1848.

Tout ce qui est grand porte en soi son caractère d'originalité. Les hommes, les événements, les siècles même ne font saillie dans l'histoire qu'en raison de leur différence avec ceux qui les ont précédés.

Et pourtant aujourd'hui, combien de vies étroites, d'ambitions infimes sont tournées vers la parodie impossible de notre première révolution: qu'à notre époque un tailleur cherche à faire reprendre la mode des gilets à revers, cela s'explique. Qu'un écrivain malheureux spécule innocemment sur le titre d'un vieux journal, cela s'excuse; que l'homonyme d'un conquérant trafique de la popularité de son nom, cela fait rire; mais ce qui est profondément pénible à constater c'est que tout un peuple, intelligent, bien intentionné ne comprenne pas encore après une lutte dans laquelle il a triomphé et l'étendue de sa victoire et la nature de ses conquêtes.

Pourquoi, peuple, rapproches-tu sans cesse notre jeune République de celle de 93. Pourquoi sembles-tu confondre dans ta pensée ces deux siècles qui, bien qu'étroitement liés, ne se ressemblent pas. D'autres que nous cependant, t'ont dit déjà que depuis février, nous te répétons sans cesse: notre République est toute sociale. Non, nous ne devons rien emprunter au passé. Si Voltaire et les philosophes de son temps ont détruit, c'est qu'il le fallait alors; merci à eux. Si nos pères ont remué le sol, cultivons-le; s'ils ont démolé, bâtissons et bâtissons sans tarder, car sans cela les médisants riront de nous et ne manqueront pas de crier à l'utopie.

Vite à l'œuvre artisans et penseurs, travailleurs et chefs du travail; rallions-nous sur tous les points, fusionnons nos castes, oublions nos rancunes, puisque notre but est le même; pour élever haut et solide l'immense édifice que nous avons à construire, il faut que nous soyons nombreux, nombreux et d'accord. Nous appellerons les plus intelligents au commandement de la manœuvre, nous taillerons en silence la pierre que nous devons apporter au grand tout; nous prêterons attentivement l'oreille à la voix des socialistes et bientôt nous aurons fait passer à l'état pratique ces théories que les ignorants ou les incrédules disent impraticables. Montrons donc des faits à ceux-là puisqu'il faut des faits pour les convaincre.

Ouvriers, organisons-nous, puisqu'on ne veut pas nous organiser, associons-nous, puisqu'on refuse de s'associer à nous et nous serons cette fois véritablement les vainqueurs, et nous verrons venir à nous, soyons en sûrs, une capitulation prochaine et avantageuse.

Cette lettre nous est parvenue trop tard pour que nous puissions l'imprimer dans notre numéro.

Citoyen Rédacteur,

Un ami m'apporte dans la prison où je suis détenu préventivement depuis douze jours sur une mensongère et odieuse accusation émanant d'un lâche ennemi de la République, le premier numéro du *Journal des Travailleurs*, fondé par les délégués au Luxembourg.

Les deux épigraphes qui sont en tête de votre journal sont l'expression réelle de mes idées et de mes sentiments sur la question du travail.

Comme agent de la commission de gouvernement pour les Travailleurs près l'association fraternelle des Tailleurs, j'ai travaillé sans relâche à la réalisation de ces idées et de ces sentiments.

Et si je désire être mis en liberté au plus tôt, c'est pour reprendre mes travaux, c'est pour continuer l'œuvre commencée par notre ami Louis Blanc.

Il ne doit y avoir de repos pour nous qu'alors que tous nos frères les Travailleurs seront affranchis, qu'au jour où la vie matérielle, intellectuelle et morale leur sera assurée; alors seulement nous aurons rempli notre tâche.

Mon vœu le plus ardent est de voir toutes les associations de Travailleurs reliées par le principe sacré de la solidarité; comptez sur moi; je joindrai mes efforts aux vôtres pour atteindre à ce but.

A l'organisation du travail par l'association!

Tout à vous de cœur et de pensée,

Edmond FROSSARD.

De la Conciergerie, juin 1848.

Nous apprenons avec plaisir que l'auteur de cette lettre est sorti de la Conciergerie.

10 juin 1848.

Citoyen,

Celui qui donne le premier coup de pioche dans le filon vaut mieux que celui qui porte une belle couronne d'or. Courage! nobles et hardis travailleurs. Il y a longtemps que je vous aime et que je vous ai prédit du succès en tout, sauf la richesse, car vous serez toujours pauvre. Tant mieux, certes, car à l'heure où vous ne souffrirez plus de votre propre misère, vous ne comprendrez plus celle des autres. Et regardez déjà autour de vous ceux qui montent par dessus, par dessous l'échelle dont le pied touche le sol et le sommet au pouvoir, ils n'ont plus d'énergie pour parler des besoins des masses.

Quand ils parlent de larmes, on ne pleure plus. Pierre Vincard, si vos collaborateurs gardent comme vous même, la sainte livrée du travail, vous aurez toujours du génie, car vous aurez toujours du cœur.

Votre frère en Jésus-Christ,

DÉCHEVAUX-DUMESNIL, horloger.

Rédacteur du *Franc-Maçon*.

LES CHEMISES DE LA GARDE MOBILE.

Vous pouvez vous vanter, ô brave garde mobile, d'avoir des chemises fameuses par les occupations d'un nouveau genre qu'elles ont données au Gouvernement provisoire, et par l'esprit révolutionnaire qu'elles ont développé chez les femmes qui les ont cousues. Les déléguées des ouvrières les ont soumises au jugement du maire de Paris, de Louis Blanc et du ministre des travaux publics.

Voyez, dissimulées au citoyen maire, en les lui faisant examiner, si ça n'est pas injuste de nous faire faire tant de piqûres pour 12 sous? et des piqûres inutiles encore!... Croyez-vous qu'une femme puisse vivre avec 12 sous par jour?... Et puis, regardez comme ces chemises sont mal taillées.

Et le citoyen maire de répondre qu'il ne pouvait s'occuper de si peu de chose. Elles allaient alors au Luxembourg; mais les ateliers nationaux des femmes ne relevaient pas de là. On les renvoyait au maire de leur arrondissement, qui les renvoyait au directeur du travail, lequel déclarait ne pas reconnaître les déléguées élues par les ouvrières, et menaçait de la prison celles qui réclamaient le plus énergiquement.

Lorsque les déléguées de divers arrondissements se rencontraient épuisées de fatigue, désespérées par la fausse situation qu'on leur faisait, elles se disaient: Pourquoi le maire de Paris nous a-t-il fait nommer par nos compagnes, puisqu'on nous ôte les moyens de servir leurs intérêts? On a donc fait jouer une pitoyable comédie aux maires, en leur faisant présider nos élections?... Si nous étions des hommes, on n'oserait pas agir ainsi!...

Depuis ce temps, les choses ont marché grand train. On a évincé les plus dévouées; l'administration a nommé des inspecteurs qui font la police, intimident les ouvrières, examinent les coutures, et gagnent cinq francs par jour à regarder travailler de pauvres femmes qui gagnent 12 sous.

Vos chemises n'en sont pas mieux faites, direz-vous? Vous avez raison; mais ce n'est pas de notre faute. Il y a une foule de parasites entre vous qui achèvent les chemises et les femmes qui les confectionnent. Ces mouches du coche ont le plus clair du bénéfice; ils taillent, ils rognent à leur guise, ils nous imposent des directrices de leur choix, et nous sommes forcées de faire de l'ouvrage qui n'a pas le sens commun.

Nous sommes beaucoup de bonnes chemisières sans travail, et si on nous eût laissées nous classer suivant notre capacité nous nous aurions fait des chemises aussi bien coupées que celles des fashionnables. Mais le classement suivant la capacité ne ferait pas l'affaire des gens qui n'ont que l'habileté de s'emparer de tout.

Demandez donc, gardes mobiles, et vous troupiers de toutes les armes, qu'on donne l'entreprise directe de votre linge à de vraies ouvrières associées. Les ouvrières sont vos mères et vos sœurs, ne l'oubliez pas!... Vous seriez mieux servis, vous ne paieriez pas plus cher, elles gagneraient davantage, et elles ne seraient plus humiliées par les boutades d'une légion d'inspecteurs, de gérants, de directeurs et de directrices, qui reçoivent pour quelques heures d'un travail mal organisé, un salaire équivalant à celui de plusieurs journées de travail des ouvrières qu'ils exploitent.

Désirée GAY, déléguée.

NOUVELLES DES CORPORATIONS.

Société Fraternelle des ouvriers chapeliers de Paris réunis. Plus d'intermédiaire entre le consommateur et le producteur. Tous les ouvriers chapeliers de Paris en feutre et en soie se sont réunis pour vendre eux-mêmes, à prix de revient, tous les chapeaux qu'ils vont fabriquer. Maison de vente, rue des Trois Pavillons, n° 5.

Citoyen Rédacteur, nous vous prions d'insérer dans votre patriotique Journal la pétition suivante qui se signe par les intéressés, chez le citoyen Giraud, secrétaire de la Société des Ouvriers marbriers, rue Neuve-d'Angoulême, 22.

Salut et fraternité.

GIRAUD, secrétaire.

Citoyens Représentants,

Quelques jours après la Révolution de Février, les soussignés, Ouvriers marbriers de Paris, ont demandé au gouvernement provisoire qu'il leur confiât les travaux du tombeau de Napoléon aux Invalides.

Leur pétition est restée sans réponse. Deux autres, dans le même esprit, une adressée au citoyen maire de Paris; l'autre au citoyen ministre de l'intérieur, ont eu le même sort que la première.

Aujourd'hui que l'Assemblée nationale a décrété une nouvelle Organisation des Ateliers nationaux, où les cinq-sixièmes des ouvriers marbriers sont employés si infructueusement. Ils viennent, citoyens représentants, vous prier de leur confier en Association les travaux sus-désignés, et plus tard, les travaux projetés des Tuileries, du Palais national et du Louvre. Ils espèrent que vous voudrez bien prendre en considération, en la renvoyant au Comité du travail, que vous avez nommé, dont ils attendent avec confiance une solution prompte et conforme à leurs desirs.

Salut et Fraternité.

Paris, 12 juin 1848.

Les Ouvriers-mécaniciens travaillant à l'embarcadere de Tours viennent de prendre, sous forme de délibération, la résolution suivante:

« Considérant qu'un grand nombre d'ouvriers-mécaniciens sont sans ouvrage, et sont par suite dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins de leur famille.

« Voulant aussi montrer comment le mot FRATERNITÉ inscrit sur nos bannières doit être compris.

ARRÊTONS:

« Tout ouvrier travaillant dans l'atelier ne fera désormais que huit heures de travail par jour, afin de permettre au contre-maitre de l'atelier d'occuper avec nous, des ouvriers, pères de famille, qui manquent d'ouvrage depuis longtemps.

Suivent les signatures.

Les ouvriers Tailleurs sur cristaux sont invités à se rendre dimanche prochain, 18 juin, à midi précis, impasse de la Grosse-Tête, n° 6, près le passage du Caire et de la rue Saint-Spire, pour la formation d'une société fraternelle.

La corporation des Maçons se réunira samedi, 17 juin, rue de Pontoise, Ecole communale, à 7 heures précises.

Le vice-président,

TANTY.

AVIS.

Les DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG sont prévenus qu'il y aura réunion générale, vendredi 16 juin, à 7 heures du soir, impasse de la Grosse-Tête, 8. Des communications de la plus haute importance y seront faites.

RAPPROCHEMENT.

Il y a aujourd'hui 16 ans, les plus purs amis de la liberté tombaient sous les balles royalistes en criant *Vive la République*. Aujourd'hui c'est au cri de *Vive la République* qu'on incarcère les plus sincères républicains; qu'on traite de conspirateurs, d'anarchistes, les hommes qui ont consacré leur vie à la défense de nos libertés. Une grande révolution sociale s'est accomplie pour proclamer le droit de réunion, d'association, etc., et déjà, de la tribune populaire de l'Assemblée nationale retentit la voix des légistes, qui demandent à grands cris des décrets contre les attroupements, l'affichage, etc. Où allons-nous? serait-il vrai que les choses seules sont changées et que les gouvernants sont toujours les mêmes.

Nous prévenons nos amis que le citoyen LOUIS BLANC répondra à notre lettre dans le N° prochain.

Dépôt du journal chez ANGIBERT, papetier, rue des Grès-Sorbonne, 18.

PERNOT, ouvrier ébéniste, gérant.

Paris. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hippolyte-St-Michel, 53.